

PLIE EST HERAULTAIS
Immeuble Athéna – Bâtiment B
480 Avenue des Abrivados
34400 LUNEL

COMMISSARIAT AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

PLIE EST HERAULTAIS
Immeuble Athéna – Bâtiment B
480 Avenue des Abrivados
34400 LUNEL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

A l'assemblée générale de l'association PLIE EST HERAULTAIS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PLIE EST HERAULTAIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes suivantes de l'annexe des comptes annuels :

- « Provisions » qui décrit l'existence d'un risque en matière partenariale.
- « Comptabilisation des subventions » relative à la constatation des subventions en produits de l'exercice.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Règles et méthodes comptables : nous avons pu vérifier l'application du règlement comptable ANC 2018-06 applicable aux associations. A ce titre, nous nous sommes assurés du respect des dispositions comptables concernant le principe de continuité d'exploitation.

Estimations comptables : nous avons apprécié la prise en compte des produits acquis à la clôture de l'exercice et de l'information figurant en annexe à ce titre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels


Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 16 octobre 2023



Le Commissaire aux Comptes
AXIOME AUDIT ET STRATEGIE
Pierrick BELEN



COMPTES ANNUELS

01/01/2022 - 31/12/2022

axiome
AXIOME AUDIT ET STRATEGIE
Commissariat aux comptes - Audit
215 rue Samuel Morse - Le Triade 3
34000 MONTPELLIER
SIRET 404270852 00027

PLIE EST HERAULTAIS
Immeuble Athéna - Bâtiment B
480 avenue des Abrivados
34400 LUNEL
association Loi 1901
SIRET 485 163 653 00036 - APE 9499Z

BILAN

ACTIF	31/12/2022			31/12/2021
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles:				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	5 830	5 830	0	6
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles:				
Terrains, constructions				
Installations techniques, matériels, et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	24 758	15 688	9 070	5 507
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2) :				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés, prêts				
Autres immobilisations financières	1 700		1 700	1 700
Total I	32 288	21 518	10 770	7 213
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production de biens, de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3) :				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances	531 805		531 805	487 478
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	308 395		308 395	316 864
Charges constatées d'avance (3)	11 186		11 186	1 904
Total II	851 386	0	851 386	806 246
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	883 674	21 518	862 156	813 459
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)			1 700	1 700
(3) Dont à plus d'un an			275 530	432 859
Dont à moins d'un an (brut)			267 461	56 523

BILAN

PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
FONDS PROPRES		
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise	71 870	71 870
<i>dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés</i>	21 010	21 010
<i>subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau	101 050	95 330
Résultat de l'exercice	-8 024	5 720
Autres fonds propres		
Fonds propres avec droit de reprise		
apports		
legs et donations		
subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
Total I	164 896	172 920
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds dédiés	69 113	39 113
Total II	69 113	39 113
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	12 020	46 348
Provisions pour charges	50 162	46 199
Total III	62 182	92 547
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)	262 500	300 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	201 687	166 502
Dettes fiscales et sociales	44 055	42 377
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	57 723	
TOTAL IV	565 965	508 879
Ecarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	862 156	813 459
(1) Dont à plus d'un an	225 000	150 000
Dont à moins d'un an	283 242	358 879
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		

COMPTE DE RESULTAT

	2022	2021
Produits d'exploitation :		
Prestations de services		
Production stockée, production immobilisée		
Produits des tiers financeurs		
Subventions d'exploitation	611 735	639 487
Dons, cotisations, legs et donations		
Reprises sur provisions et amortissements	38 414	18 064
Transferts de charges	13 759	3 591
Autres produits de gestion courante		1
Utilisation des fonds dédiés	15 000	30 805
Total I	678 908	691 948
Charges d'exploitation :		
Achats de marchandises, de matières premières		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	293 041	293 200
Impôts, taxes et versements assimilés	7 377	6 127
Salaires	245 685	235 127
Charges sociales	73 323	71 648
Dotations aux amortissements et dépréciations	2 872	2 625
Dotations aux provisions	8 050	41 729
Autres charges		1
Report en fonds dédiés	45 000	39 113
Total II	675 348	689 570
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	3 560	2 378
Produits financiers:		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Intérêts et produits financiers	1 054	87
Total III	1 054	87
Charges financières:		
Dotations aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges financières		1 902
Total IV	0	1 902
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 054	-1 815
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	4 614	563
Produits exceptionnels:		
Sur opérations de gestion		5 174
Produits exceptionnels sur opération en capital		
Total V	0	5 174
Charges exceptionnelles:		
Sur opérations de gestion	12 634	17
Charges exceptionnelles sur opération en capital		
Total VI	12 634	17
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-12 634	5 157
Impôts sur les bénéfices (VII)	4	
Total des produits (I+III+V)	679 962	697 209
Total des charges (II+IV+VI+VII)	687 986	691 489
EXCEDENT ou DEFICIT	-8 024	5 720

axiome
AXIOME AUDIT ET STRATEGIE
Commissariat aux comptes - Audit
215 rue Samuel Morse - Le Triade 3
34000 MONTPELLIER
SIRET 404270842 00027

INFORMATIONS GENERALES

L'association, composée de membres de droit ayant la personnalité morale ; Etat, Conseil Départemental de l'Hérault, Communauté de Communes du Pays de Lunel et Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, a été créée pour répondre aux besoins et aux opportunités en matière d'emploi.

Son objet principal est de mobiliser des moyens qui contribuent à construire des parcours d'insertion sociale et professionnelle à destination des habitants du territoire en situation de précarité.

L'association porte le PLIE, dispositif partenarial régi par un protocole d'accord, qui contribue à favoriser l'accès et le maintien à l'emploi durable grâce à un programme d'actions annualisé répondant aux problématiques spécifiques du territoire et s'inscrivant dans les priorités du Fonds Social Européen + en complémentarité du droit commun.

Le PLIE s'adresse aux personnes en recherche d'emploi inscrites ou non auprès du service public de l'emploi, y compris les personnes en activité réduite subie, les personnes inactives, présentant notamment une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- les femmes, les jeunes, les seniors, les personnes handicapées ou souffrant d'une affection de longue durée, demandeurs d'emploi de longue durée
- travailleurs indépendants souhaitant retrouver un emploi salarié
- personnes inactives
- bénéficiaires de minimas sociaux
- ressortissants de pays tiers
- personnes placées sous-main de justice
- personnes vivant dans des zones prioritaires.

En outre, ces personnes doivent résider sur l'une des communes composant les 2 EPCI.

Les missions réalisées sont :

- > Un accompagnement renforcé global et de proximité avec un référent de parcours identifié pendant toute la durée de son parcours quel que soit l'évolution de sa situation administrative.
- > Un parcours co-construit avec le participant. La personne en lien avec son référent va se voir proposer des étapes de parcours en adéquation avec la problématique rencontrée.
- > Des actions spécifiques pour lever les freins à l'emploi qui couvrent un champ très large, de l'élaboration ou confirmation du projet professionnel, à des étapes de remobilisation, des aides financières à la reprise d'activité notamment pour faciliter la mobilité, un point écoute psychologique, et la présence d'une conseillère en économie sociale et familiale pour faciliter le travail des référents de parcours en prenant en charge les difficultés périphériques à la recherche d'emploi.
- > Un lien privilégié avec les acteurs économiques, les acteurs de l'ESS et de l'insertion par l'activité économique à travers notamment l'animation du dispositif des clauses sociales, l'animation d'un réseau d'entreprises engagées localement et le soutien à l'émergence de projets relevant de l'insertion par l'activité économique en lien avec les collectivités adhérentes.
- > Une ingénierie de projets et une animation territoriale en lien avec les autres partenaires en complémentarité du droit commun. Le PLIE est impliqué dans la mise en œuvre du programme départemental d'insertion, du pacte territorial d'insertion et participe également aux groupes de travail de la stratégie de lutte contre la pauvreté au niveau régional.

L'équipe opérationnelle est composée en 2022 de 10 salariés dont 7 en CDI, 1 en CUI-CAE, 1 en CUI-CIE, 1 en CDD pour 7,52 ETP.

axiome
AXIOME AUDIT ET STRATEGIE
Commissariat aux comptes - Audit
215 rue Samuel Morse - Le Triade 3
34000 MONTPELLIER
SIRET 404270852 00027

REGLES ET METHODES COMPTABLES

états exprimés en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément au Plan Comptable Général issu du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels, du règlement ANC n°2018-06 du 5 novembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et au règlement du Comité de la Réglementation Comptable 99-01.

Le bilan de l'exercice présente un total de **862 156** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total de **produits** de **679 962** euros et un total de **charges** de **687 986** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-8 024** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2022** et finit le **31/12/2022**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les immobilisations données ou mises au rebus sont sorties de l'actif.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

axiome
AXIOME AUDIT ET STRATEGIE
Commissariat aux comptes - Audit
215 rue Samuel Morse - Le Triade 3
34000 MONTPELLIER
SIRET 404270852 00027

IMMOBILISATIONS

	A	B	C	D
	Valeur brute à l'ouverture	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 31/12/2022 (A+B-C=D)
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement et de développement	5 830			5 830
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel outillage industriel				
Installations, agencement, aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	18 330	6 428		24 758
Emballages récupérables et divers				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières :				
Participations évaluées en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	1 700			1 700
TOTAL	25 860	6 428	0	32 288

AMORTISSEMENTS

	A	B	C	D
	Amortissements cumulés au début	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Amortissements cumulés au 31/12/2022 (A+B-C=D)
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement et de développement	5 824	6		5 830
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel outillage industriel				
Installations, agencement, aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	12 823	2 865		15 688
Emballages récupérables et divers				
Avances et acomptes				
TOTAL	18 647	2 871	0	21 518

CREANCES ET DETTES

Créances	Montant brut au 31/12/2022	Liquidité de l'actif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 2 ans
Créances de l'actif immobilisé :				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1)				
Autres immobilisations financières	1 700			1 700
Créances de l'actif circulant :				
Créances Clients et comptes rattachés				
Autres créances	531 805	256 275	275 530	
Débiteurs divers				
Disponibilités	308 395	308 395		
Charges constatées d'avance	11 186	11 186		
TOTAL	853 086	575 856	275 530	1 700
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
Prêts récupérés en cours d'exercice				

Dettes	Montant brut au 31/12/2022	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires (2)				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	262 500	37 500	225 000	
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	201 687	201 687		
Personnel et comptes rattachés	17 904	17 904		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	23 822	23 822		
Impôts sur les bénéfices	4	4		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 325	2 325		
Subventions				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (3)				
Produits constatés d'avance	44 824	44 824		
TOTAL	553 066	328 066	225 000	0
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	37 500			
(3) Emprunts envers les associés				

PROVISIONS

	A	B	C	D
	Valeur à l'ouverture	Augmentations	Diminutions	Valeur au 31/12/2022 (A+B-C=D)
Provisions pour risques et charges :				
Provisions pour risques	46 348	2 808	37 136	12 020
Provisions pour charges	46 199	5 242	1 278	50 163
TOTAL	92 547	8 050	38 414	62 183

FONDS PROPRES

	A	B	C	D	E
	Valeur à l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Valeur au 31/12/2022 (A+B+C-D=E)
Fonds propres sans droit de reprise	71 870				71 870
Fonds propres avec droit de reprise					0
Ecart de réévaluation					0
Réserves					0
Report à nouveau	95 330	5 720			101 050
Excédent ou déficit de l'exercice	5 720	-5 720		8 024	-8 024
Situation nette	172 920	0	0	8 024	164 896
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement					0
Provisions réglementées					0
TOTAL	172 920	0	0	8 024	164 896



axiome
AXIOME AUDIT ET STRATEGIE
 Commissariat aux comptes - Audit
 215 rue Samuel Morse - Le Triade 3
 34000 MONTPELLIER
 SIRET 404270852 00027

FONDS DEDIES

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A	B	C	D	E
	Valeur à l'ouverture	Reports	Utilisations	Transferts	Valeur au 31/12/2022 (A+B-C-D=E)
Subventions d'exploitation	39 113	45 000	15 000		69 113
Contributions financières d'autres organismes					0
Ressources liées à la générosité du public					0
TOTAL	39 113	45 000	15 000	0	69 113

CHARGES A PAYER

	Montant au 31/12/2022
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Honoraires à payer	10 287
Fournisseurs factures non parvenues	6 343
Actions PLIE à payer	119 029
Total I	135 659
Dettes fiscales et sociales	
Congés à payer	17 904
Charges sur congés payés	6 059
Charges fiscales sur congés payés	478
Total II	24 441
TOTAL	160 100

PRODUITS A RECEVOIR

	Montant au 31/12/2022
Autres créances	
Subvention FSE+ 2019 à recevoir	27 615
Subvention FSE+ 2021 à recevoir	166 960
Subvention FSE+ 2022 à recevoir	275 530
Subvention PPI 2022 à recevoir	33 000
Subvention CCPL 2022 à recevoir	15 180
Subvention POA 2022 à recevoir	13 520
TOTAL	531 805

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

	Montant au 31/12/2022
Charges constatées d'avance - exploitation	
Prestations	3 480
Achats	5 598
Location	417
Maintenance	1 242
Publication	153
Téléphone	70
Internet	14
Frais bancaires	13
Cotisations	56
Chèques déjeuner	143
Total I	11 186
Charges constatées d'avance - financières	
Total II	0
Charges constatées d'avance - exceptionnelles	
Total III	0
TOTAL	11 186

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Montant au 31/12/2022
Produits constatés d'avance - exploitation	
Subvention ETAT action CEJ	44 824
Subvention ETAT action clauses sociales Gard	12 899
Total I	57 723
Produits constatés d'avance - financiers	
Total II	0
Produits constatés d'avance - exceptionnels	
Total III	0
TOTAL	57 723

ANNEXE LIBRE

Continuité d'exploitation

La continuité d'exploitation est conditionnée au renouvellement des subventions obtenues en 2022. Il en résulte que l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs, pourrait s'avérer inappropriée si ces subventions n'étaient pas reconduites.

Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2022 fait uniquement état d'actions liées à l'association du PLIE Est Héraultais.

Provisions

A la clôture de l'exercice, le risque en matière sociale constitué en 2019 concernant le licenciement économique d'une ancienne salariée n'a plus lieu d'être au regard du délai passé et de l'absence de recours engagé. De ce fait, une reprise est constatée sur cet exercice pour 13 k€.

De même, le risque en matière partenariale constitué sur les exercices précédents concernant les soldes FSE des opérations ACOI et ARP 2019, ACOI et LFSP 2020 ainsi que les soldes CPAM pour l'action ARP 2021 et le solde FIE pour l'action M2E 2021 n'a plus lieu d'être au regard des sommes reçues. Par conséquent, une reprise est constatée sur cet exercice pour 24 k€.

Cependant, il existe un risque en matière partenariale concernant les soldes de subvention 2022. L'association considère avoir rempli l'ensemble de ses objectifs et obligations conventionnelles. Toutefois, une provision est constituée pour un montant net de 3 k€.

Comme chaque année, l'association constitue une provision pour l'indemnité retraite de ses salariés, la dotation est de 4 k€.

Fonds dédiés

La subvention de la DDETS de 15 k€ reçue en 2022 n'a pas d'impact sur cet exercice puisqu'elle concerne l'action PCB "point conseil budget" qui est menée en 2023. Une reprise est effectuée pour celle de l'année dernière pour le même montant de 15 k€.

Egalement, la subvention complémentaire de la DDETS de 30 k€ nommée "aide budget" reçue en 2022 n'a pas d'impact sur cet exercice puisqu'elle concerne elle aussi l'action PCB "point conseil budget" qui est menée en 2023. De la même façon, la subvention de la DREETS de 13 k€ reçue en 2022 n'a pas non plus d'impact sur cet exercice puisqu'elle concerne l'action FCSVC "facilitateur clauses sociales Vidourle Camargue" qui est menée en 2023.

Comptabilisation des subventions

L'association enregistre dans les produits de l'exercice l'intégralité des subventions qui lui ont été octroyées et notifiées.